



DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :

Le 15/09/2025 à 12H00

REGLEMENT DE CONSULTATION – Phase candidature
juillet 2025

**Marché public global de performance –
Production et distribution de froid,
récupération et distribution de chaleur
CHU Saint-Etienne**

SOMMAIRE

1	ACHETEUR.....	4
2	OBJET	4
3	DISPOSITIONS GENERALES	6
3.1	PROCEDURE DE PASSATION	6
3.2	FORME DU CONTRAT.....	6
3.3	DECOMPOSITION DU CONTRAT.....	7
3.4	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE).....	7
3.5	VARIANTES EXIGÉES ET AUTORISÉES	8
3.6	FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	8
4	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	9
4.1	DELAI ET VALIDITE DES OFFRES	9
4.2	CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION.....	9
4.3	DURÉE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	9
4.4	MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	9
5	CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURES	10
5.1	CONTENU DU DOSSIER	10
5.2	MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE.....	10
5.3	VISITE DES LIEUX ET CONSULTATION DE DOCUMENTS SUR SITE	10
5.4	MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	10
6	PRESENTATION ET SELECTION DES CANDIDATURES	11
6.1	DOCUMENTS A PRODUIRE	11
6.1.1	Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession.....	11
6.1.2	Capacité économique et financière.....	11
6.1.3	Capacité technique et professionnelle	12
6.2	CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	13
6.3	LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS	13
6.4	UNITE MONETAIRE	14
6.5	PRIME VERSEE AUX SOUSMISSIONNAIRES	14
7	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES.....	15
7.1	DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES.....	15
7.2	FORMAT DE REMISE DES CANDIDATURES.....	15
7.3	MODALITES DE REMISES DES CANDIDATURES	15
8	PRINCIPE DE DEROULEMENT DU DIALOGUE	17

9	RESULTAT DE LA CONSULTATION.....	18
9.1	JUGEMENT DES OFFRES FINALES – CRITERES DE SELECTION	18
9.2	PIECES EXIGÉES DU CANDIDAT RETENU	20
9.3	INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS	20
9.4	MISE AU POINT DE L’OFFRE	20
9.5	CLAUDE DE SAUVEGARDE	21
9.6	PROCEDURES DE RECOURS.....	21
9.6.1	Médiation en cas de litiges ou de désaccord.....	21
9.6.2	Voies et délais de recours	21
10	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	22
10.1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES	22
10.2	MEDIATION EN CAS DE LITIGES OU DE DESACCORD.....	22
10.3	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	23
10.4	CONFIDENTIALITE	23
10.5	CLAUDE DE SAUVEGARDE	24

Le présent règlement de la consultation a vocation à préciser les caractéristiques essentielles du contrat, les conditions de remise des candidatures ainsi que les critères de sélection des candidats qui seront amenés à participer au dialogue compétitif.

1 ACHETEUR

Entité Adjudicatrice

CHU Saint-Etienne représenté par M. Olivier Bossard
Avenue Albert Raimond, 42270 Saint-Priest-en-Jarez

AMO

MANERGY Centre Est (259 rue Marcel Mérieux - 69 007 LYON)

Bureau de contrôle

Non désigné, intervenant sur la partie « production froid » et « livraisons / sous-stations chaud et froid ».

SPS

Non désigné

2 OBJET

Le site du **CHU de Saint-Etienne Hôpital Nord** a pour objectif de renforcer et moderniser ses installations de production de froid. Fortement engagé dans la transition énergétique, le **CHU** souhaite également améliorer l'efficacité énergétique de son site et décarboner une partie de sa production de chaleur via la récupération issue de la production de froid.

Dans ce contexte, le **CHU de Saint-Etienne** a décidé de lancer un marché global de performance énergétique dont l'objectif sera :

- La modernisation, le renforcement et la pérennisation des installations de production de froid afin de s'adapter au besoin actuel et futur du site
- L'amélioration, la modification et l'extension des installations de distribution de froid afin de s'adapter au besoin actuel et futur du site
- La récupération de chaleur via la production de froid afin de substituer une partie de la production de chaleur réalisée actuellement au gaz
- L'amélioration, la modification et l'extension des installations de distribution de chaleur afin de s'adapter au besoin actuel et futur du site

- D'assurer une exploitation garante de la performance énergétique de la production de froid, des réseaux et des sous-stations de froid et de chaud.

Il s'agira donc d'assurer

- La création de nouvelles installations de production de froid incluant des installations pour la récupération de chaleur, l'adaptation et les extensions des réseaux de distribution de froid et de chaud vers le nouveau bâtiment Mère Enfant
- L'exploitation, la maintenance, le gros entretien et le renouvellement (P2- P3) des installations de production et distribution de froid ainsi que de récupération de chaleur et de distribution de chaud. Cet élément de mission intègre le suivi et le pilotage de l'amélioration de la performance énergétique, notamment en s'appuyant sur un plan de mesures et de vérifications.

Le Marché ne porte pas sur l'amélioration thermique de l'enveloppe bâti de l'ouvrage.

En revanche, il comprend une intervention sur le clos et couvert pour les installations de production de froid.

Le marché global de performance comporte les termes P2, P3 ainsi que les travaux de mise en place des productions de froid, de la récupération de chaleur ainsi que de réseaux et des sous-stations chaud et froid.

Lieu d'exécution : **CHU Saint Etienne Hôpital Nord - Commune de Saint-Priest-en-Jarez (42).**

Codes CPV :

- 45331000-6 : Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
- 45331220-4 : Travaux d'installation de matériel de climatisation
- 71314200-4 : Services de gestion de l'énergie
- 71314300-5 : Services de conseil en rendement énergétique
- 09000000-3 : Produits pétroliers, combustibles, électricité et autres sources d'énergie
- 09300000-2 : Électricité, chauffage, énergie solaire et nucléaire

3 DISPOSITIONS GENERALES

3.1 PROCEDURE DE PASSATION

Le CHU Saint-Etienne entend recourir à la procédure de dialogue compétitif en application des articles L2124-4 et R2124-6 et des articles R. 2161-24 à R. 2161-31 du Code de la Commande Publique dans la mesure où son besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles et que la réponse à ce besoin consiste en une solution innovante et que le marché comporte des prestations de conception.

Le CHU Saint-Etienne n'est objectivement pas en mesure de rédiger les spécifications techniques avec une précision suffisante sans échanger et dialoguer au préalable avec les candidats.

La procédure de dialogue compétitif est une procédure restreinte au cours de laquelle seront sélectionnés **TROIS (3) opérateurs économiques maximum** auxquels sera remis le programme fonctionnel.

La justification de la limitation du nombre de candidats est la lourdeur et la complexité du processus de passation.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à trois, l'entité adjudicatrice pourra continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

La procédure de dialogue compétitif sera conduite en DEUX (2) phases :

- Phase 1 : sélection des candidats admis à dialoguer ;
- Phase 2 : lancement de la phase de dialogue avec les opérateurs économiques sur la base du programme fonctionnel en vue du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, suite à la remise des offres finales.

L'entité adjudicatrice pourra discuter avec les opérateurs économiques admis à la phase de dialogue de tous les aspects du contrat.

Chaque opérateur économique sera entendu dans des conditions de stricte égalité.

L'entité adjudicatrice ne pourra donner à certains opérateurs économiques des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres.

L'entité adjudicatrice poursuivra les discussions avec les opérateurs économiques jusqu'à ce qu'elle soit en mesure d'identifier la ou les solutions, au besoin après les avoir comparées, qui sont susceptibles de répondre à ses besoins (sans obérer la faculté pour l'entité adjudicatrice de déclarer sans suite la procédure pour motifs d'intérêt général).

3.2 FORME DU CONTRAT

La consultation donnera lieu à un marché global de performance au sens des articles L. 2171-3 et R. 2171-2 à R. 2171-3 du Code de la Commande Publique.

3.3 DECOMPOSITION DU CONTRAT

Le marché comprend une tranche ferme comprenant

- Phase conception qui comprend :
 - Réalisation des études permettant de respecter le Dossier de demande d'offre finale, l'offre du lauréat ainsi que la réalisation des travaux.
 - Elaboration des dossiers de raccordement concessionnaires / utilités et de l'ensemble des pièces administratives pour les autorisations ou la bonne marche à suivre (Permis de construire, déclaration de travaux, dossier ICPE, dossier titre V, ...).
 - Production d'éléments spécifiques dans le cadre de la réalisation du projet (assistance à la commercialisation, assistance à la demande de subvention le cas échéant, ...)
- Construction et mise en service des installations qui comprend :
 - Construction d'un nouveau local technique pour les installations de production de froid
 - La mise en place des installations de production de froid
 - La mise en place des installations pour la récupération de chaleur sur le froid
 - Réalisation des raccordements aux réseaux de distribution froid et chaud du nouveau bâtiment mère enfant : antenne de raccordement jusqu'au poste de livraison
- Exploitation et maintenances des installations et ouvrages qui comprend :
 - L'exploitation, la maintenance, le gros entretien et le renouvellement (P2- P3) des installations de production et distribution de froid ainsi que de récupération de chaleur et de distribution de chaud. Cet élément de mission intègre le suivi et le pilotage de l'amélioration de la performance énergétique, notamment en s'appuyant sur un plan de mesures et de vérifications

Les phases travaux et exploitation seront détaillées dans le dossier de consultation.

Le démarrage de la Garantie de Performance énergétique sera précisé par le candidat au regard du planning général.

Bordereau de prix unitaires

- BPU amiante

Lots

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique qui sera attribué à une entreprise seule ou un groupement d'entreprises.

Le marché est non alloté au motif que la dévolution risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations

3.4 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Il n'est pas prévu de PSE.

3.5 VARIANTES EXIGEES ET AUTORISEES

Il est laissé aux candidats une grande liberté dans la conception.
Les variantes sont interdites.

3.6 FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

En cas d'attribution, le groupement devra prendre la forme d'un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

La composition de l'équipe doit permettre de remplir la totalité de la mission et couvrir tous les corps d'état du projet. Elle doit comprendre, a minima, les compétences suivantes :

- Un opérateur économique en matière d'exploitation et travaux sur les équipements techniques de production de froid et distribution de chaleur
- Une entreprise de travaux public et VRD spécialisée en réseau de froid/chaleur.
- Une entreprise de bâtiment (fondations, gros œuvre, charpente métallique, bardage ...)
- (une seule entreprise peut regrouper toutes les compétences de TP/VRD/ bâtiment)
- Un architecte inscrit à l'Ordre.
- Un BET thermique et fluides RGE 1310 ou 1321 spécialisé dans les installations frigorifique
- Un BET structure /VRD
- (un seul BET peut regrouper toutes les compétences thermique, fluides et structure)

Le groupement pourra s'adjoindre les autres compétences suivantes en cotraitance ou en sous-traitance :

- Acoustique,
- Electricité,
- Fournisseurs (tubes réseau)
- Frigoriste
- Etc.

En cas de groupement, **le mandataire sera l'opérateur économique de gestion de la fourniture d'énergie et d'exploitation maintenance.**

Les capacités professionnelles des candidats seront ainsi appréciées au regard de l'ensemble de ses composantes (travaux et exploitation).

4 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 DELAI ET VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

4.2 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA CONSULTATION

Le calendrier prévisionnel de la consultation sera précisé dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats invités à remettre une offre.

Le marché sera prévisionnellement notifié courant mars 2026.

4.3 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

La durée du marché sera de **10 ans**. Cette durée comprend les études de conception et d'exécution d'une durée prévisionnelle de **12 mois** et de l'exploitation d'une durée fixe de **10 ans d'exploitation**.

4.4 MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

Le délai de paiement est de 50 jours. Les modalités essentielles de financement et de paiement sont assurées par **le CHU Saint-Etienne** grâce à des ressources propres et/ou des ressources extérieures publiques ou privées.

Les modalités de règlement pourront être discutées durant les phases de dialogue compétitif.

Pour les travaux d'une durée supérieure ou égale à 18 mois (hors période de préparation, de congés, d'intempéries), les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

5 CONTENU DU DOSSIER DE CANDIDATURES

5.1 CONTENU DU DOSSIER

Le dossier de candidature remis aux opérateurs économiques, gratuitement, par l'entité adjudicatrice comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation
- La lettre de candidature (Modèle CERFA DC1)
- La déclaration du candidat (Modèle CERFA DC2)
- Le pré-programme de consultation.

5.2 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-3 du Code de la Commande Publique, l'entité adjudicatrice met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

5.3 VISITE DES LIEUX ET CONSULTATION DE DOCUMENTS SUR SITE

Sans objet au stade de l'appel à candidature.

5.4 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des candidatures des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Si ces modifications sont substantielles, la date de dépôt sera reportée pour tenir compte de ces modifications.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

6 PRESENTATION ET SELECTION DES CANDIDATURES

6.1 DOCUMENTS A PRODUIRE

Le dossier de candidature à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

6.1.1 Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

- Les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat ;
- La lettre de candidature renseignée (formulaire ou document de forme libre comportant les mêmes informations) présentant les noms et coordonnées des cotraitants, la répartition des prestations entre eux, la forme du groupement et la désignation du mandataire, datée et signée par une personne habilitée à engager le candidat ou le groupement candidat ainsi que le cas échéant l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique ;
- Une déclaration sur l'honneur du candidat pour attester du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ou règles d'effet équivalent pour les candidats établis hors de France.
- La copie des pouvoirs donnant délégation de signature au signataire

6.1.2 Capacité économique et financière

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou document de forme libre comportant les mêmes informations),
- La copie des bilans ou extraits de bilans des trois derniers exercices connus lorsque leur établissement est obligatoire en vertu de la loi. Les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées produiront tout élément permettant d'évaluer leur capacité économique et financière,
- La preuve d'une assurance pour les risques professionnels (L'attestation d'assurance devra préciser les garanties et risques notamment financiers, couverts dans les contrats souscrits).

- Attestations fiscales et sociales attestant que le candidat est à jour de ses cotisations

6.1.3 Capacité technique et professionnelle

Moyens Humains

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de même nature que celles du marché

Références

Chaque entreprise candidate ou en cas de candidature présentée par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement devra fournir :

- Les certificats de qualifications professionnelles (la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat) et notamment pour pouvoir bénéficier des aides de l'ADEME,
- Une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
- Une liste des principaux travaux exécutés **au cours des cinq dernières années**. Les candidats présenteront à cet effet **un tableau de références des membres du groupement**.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

- Références en matière de marché d'exploitation d'installation de production de froid P2-P3 de 5 ans minimum, datant de moins de 5 ans, et référence d'exploitation de 500 k€.HT / an et de réalisation de travaux d'installation de production de froid

Nota :

- - Une attention particulière sera apportée aux références de même nature ou se rapprochant le plus de l'objet du marché, à savoir un marché global de performance énergétique dans le domaine hospitalier comprenant des travaux de réalisation d'installation de froid et de chaleur et leur exploitation P2/P3.
- - Les références seront appuyées d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
- Certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des travaux et services par des références à certaines spécifications techniques.

- Les opérateurs qui ne sont pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, en raison de leur date récente de création, peuvent prouver leur capacité technique par tout autre moyen.

Le **CHU Saint-Etienne** accepte toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

Les opérateurs qui ne sont pas en mesure de fournir les éléments demandés ci-dessus, en raison de leur date récente de création, peuvent prouver leur capacité technique par tout autre moyen.

6.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Sur la base des pièces remises lors du dépôt des dossiers de candidature, les candidats invités à participer au dialogue seront sélectionnés après vérification de leur aptitude à assurer la réalisation du projet pendant toute la durée du contrat, au regard des critères de sélection des candidatures indiqués et pondérés suivants :

- Capacités techniques, économiques et financières **(25 points)** par référence aux pièces suivantes :
 - Les certificats de qualifications professionnelles,
 - La déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,
 - Les éléments demandés à l'article 6.1.2 ci-avant.
- Moyens humains **(25 points)** avec le niveau minimum exigé à l'article 6.1.3 par référence aux pièces suivantes :
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années ;
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché
- Références des membres du groupement **(50 points)** et leur conformité avec le niveau minimum exigé à l'article 6.1.3 ci-avant. Les références sont appréciées au regard de leur pertinence avec celles requises par le présent marché.

6.3 LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

6.4 UNITE MONETAIRE

L'entité adjudicatrice conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

6.5 PRIME VERSEE AUX SOUMISSIONNAIRES

Les candidats qui se seront impliquées dans la procédure du dialogue compétitif seront indemnisés à hauteur de 40 000 € HT par candidat sous réserve de la complétude et de la pertinence du dossier de réponse.

Réduction ou suppression de la prime :

Les offres suivantes ne sauraient donner lieu à l'attribution d'aucune prime :

- Les offres réceptionnées après expiration du délai imparti à cet effet.
- Les offres inappropriées au sens de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.
- Les offres rejetées comme anormalement basses dans les conditions fixées à l'article R. 2152-4 du Code de la commande publique.
- Les offres inacceptables.

Les offres suivantes ne donnent lieu qu'à l'attribution d'une prime d'un montant réduit :

- 0% de la prime pour les offres dont la note technique (critère d'analyse des offres) ramenée sur 20 est comprise entre 7 et 10.
- 50% de la prime pour les offres dont la note technique (critère d'analyse des offres) ramenée sur 20 est comprise entre 10 et 13.

La prime, destinée au groupement qui devra la répartir entre ses membres, sera versée au mandataire dans un délai de 50 jours à compter de la notification de la décision prononcée par l'entité adjudicatrice.

Le mandataire du groupement se chargera de la ventilation de la prime auprès des autres membres du groupement.

Le candidat retenu à l'issue de la procédure ne recevra pas cette prime, réputée être intégrée dans ses prix.

7 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

7.1 DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES

Le dossier de candidature comprenant les éléments mentionnés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-avant devra impérativement parvenir **au plus tard avant la date et l'heure indiquées en page de garde du présent règlement de consultation – Phase candidature** - délai de rigueur.

La date limite de remise des dossiers d'offres initiales des candidats sera précisée dans la lettre d'invitation des candidats à remettre une offre initiale.

7.2 FORMAT DE REMISE DES CANDIDATURES

Tant pour candidatures que pour les offres initiales et finales, les candidats transmettent leurs offres par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

7.3 MODALITES DE REMISES DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions de l'article Article R2132-3 du Code de la Commande Publique, les candidats transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les plis envoyés par télécopie, par e-mail ou sur un autre support physique électronique ne sont pas autorisés.

Le **Maître d'Ouvrage** assure la confidentialité et la sécurité des transactions par le biais de la plateforme de dématérialisation, accessible de façon non discriminatoire. Les frais d'accès au réseau sont à la charge des entreprises.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats s'assureront, avant l'envoi du pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de programmes informatiques malveillants (virus). La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Les candidats peuvent transmettre, impérativement dans les délais impartis, une copie de sauvegarde de leurs plis ayant été remis par voie électronique, sur support USB. La copie de sauvegarde pourra être ouverte par le **Maître d'Ouvrage** lorsque :

- Un programme informatique malveillant (ou virus) est détecté dans l'envoi électronique ;
- Un pli est reçu de manière incomplète, hors délai, si l'acheteur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant la clôture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- Un pli n'a pas pu être ouvert par l'acheteur.

Signature facultative des offres électroniques :

Les candidats sont informés que suivant l'objectif de dématérialisation et de simplification des procédures relatives à la Commande Publique, la signature électronique EST FACULTATIVE et n'est pas exigée dans le cadre de la présente consultation par la personne publique.

Toutefois, s'il le souhaite : pour signer électroniquement son pli, le candidat doit disposer d'un certificat de signature électronique et de l'application logicielle correspondante.

Il ne s'agit donc pas d'une signature manuscrite scannée et apposée sur un document, qui n'est pas considérée comme une signature originale.

Malgré le caractère facultatif de la signature électronique, le candidat est fortement invité dès à présent à se munir d'une signature électronique pour faciliter le passage au « zéro papier ». Le candidat devra disposer d'un certificat de signature électronique de niveau 3 acheté auprès d'un prestataire qualifié et valable et conforme au règlement n0910/2014 dit « eIDAS ». La liste des prestataires se retrouve sur : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les candidats éviteront de transmettre des plaquettes commerciales ou des documents non demandés ou d'incorporer des images en haute définition pour éviter les surcharges informatiques difficiles à exploiter.

Les fichiers seront présentés en format traitement de texte (.doc, .rtf), tableur (.xls), diaporama (.ppt), Format Acrobat (.pdf), Images (.jpg, .gif, .png), dossiers compressés (.zip), fichiers de plans (dwg...).

Les formats scannés ne sont pas acceptés. Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros ou de virus. Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 100 caractères.

Taille des fichiers :

Quelle que soit la taille maximale, il est possible de déposer un pli plus important.

Les candidats devront prendre leurs dispositions en fonction de la taille de leurs plis, de la vitesse de leur connexion et de l'efficacité du réseau internet entre leur réseau et celui du serveur. Les candidats optimiseront leurs fichiers. Le respect de l'heure limite de dépôt figurant sur la page de garde du présent document est impératif. Une durée de transmission allant au-delà de l'heure prévue entrainera la non-réception de l'offre.

8 PRINCIPE DE DEROULEMENT DU DIALOGUE

A titre indicatif, il est souligné à l'attention des candidats que le détail des modalités de conduite du dialogue compétitif sera porté à la connaissance des candidats admis à participer au dialogue au moment de l'invitation, en même temps que leur sera transmis le dossier de consultation complet.

Le dialogue compétitif engagé par **Le CHU Saint-Etienne** a pour but d'identifier la ou les solutions techniques susceptibles de répondre à ses besoins (cf 2. Objet de la consultation).

Le dialogue sera mené dans des conditions de transparence, de confidentialité et de stricte égalité des candidats. Les discussions pourront aborder tous les aspects techniques, juridiques et financiers du projet.

Le dialogue sera conduit par des phases de discussions successives.

Lorsque l'entité adjudicatrice estime que la discussion est arrivée à son terme, les candidats ayant participé à toutes les phases de la discussion en sont informés.

Cette procédure se déroulera en six principales étapes :

- Réception des candidatures,
- Remise du projet de DCE et notamment le programme fonctionnel aux candidats retenus,
- Réception des offres de chaque candidat
- Ouverture du dialogue décomposé en plusieurs phases
- Remise des offres finales sur la base de la ou des solution(s) présentée(s)
- Attribution du marché.

9 RESULTAT DE LA CONSULTATION

9.1 JUGEMENT DES OFFRES FINALES – CRITERES DE SELECTION

Le Marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

Critères	Pondération
Prix	40%
Technique	50%
Environnemental et social	10%

Les sous-critères seront détaillés au RC de la consultation.

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables sont éliminées, étant précisé qu'est :

- Inappropriée, une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin de l'entité Adjudicatrice et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre,
- Irrégulière, une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation,
- Inacceptable, une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au Marché ne permettent pas à L'entité Adjudicatrice de la financer.

Des précisions, clarifications, ou compléments d'information peuvent être demandés aux candidats sur leur offre finale. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments de l'offre finale, dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'avoir un effet discriminatoire.

Jugement des offres

Le jugement sera réalisé sur la base des pièces de référence. En cas de non remise d'une pièce de référence, la note sera de zéro.

Grille de notation valable pour les critères qualitatifs (non valable pour critères ou sous-critères notés quantitativement) :

0,0/1,0 = réponse non satisfaisante ou absence de réponse

0,2/1,0 = réponse très peu satisfaisante

0,4/1,0 = réponse peu satisfaisante

0,6/1,0 = réponse moyennement satisfaisante

0,8/1,0 = réponse satisfaisante

1,0/1,0 = réponse très satisfaisante

La note ainsi obtenue sera multipliée par la valeur indiquée dans le tableau ci-dessus (colonne notation)

Ainsi par exemple, un candidat ayant fourni une réponse jugée satisfaisante s'agissant de la « Qualité, niveau de détail du reporting / GTC mis à disposition de l'Entité Adjudicatrice », sera noté comme suit :

$0,8 \times 5 = 4$ points

Conformément à l'article R2152-6 du Code de la Commande Publique, les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3 du même Code, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution cités ci-dessus.

Pour les notes quantitatives, la formule de calcul est la suivante :

Exemple pour la Note « coût global » :

Calcul du Coût global minimal parmi l'ensemble des Coûts globaux des Candidats = $\min(CG_{i \rightarrow n})$
 pour $i = 1$ à n puis :

$$NC_i = \frac{\min(CG_{i \rightarrow n})}{CG_i} \times \text{poids du critère}$$

Avec NC_i : Note pour le Candidat i

CG_i : coût global pour le Candidat i

i = candidats de 1 à n

Les notes des sous-critères sont ensuite additionnées pour obtenir la note du critère.

Les notes des critères sont ensuite additionnées pour obtenir la note globale.

Pour chaque candidat, la notation globale est obtenue en additionnant les quantités de points obtenus pour chaque critère, le nombre de points maximum étant de 100.

Les résultats des différents calculs des critères, puis de la note finale, devront présenter des nombres décimaux, arrondis au millième.

Dans l'hypothèse exceptionnelle d'égalité de note au classement final, priorité sera donnée à l'offre la moins-disante.

Le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au vu du classement correspondant au choix de l'entité Adjudicatrice.

9.2 PIÈCES EXIGÉES DU CANDIDAT RETENU

Le candidat retenu a un délai de 10 jours pour transmettre les documents énumérés ci-dessous à compter de la demande formulée par l'Entité Adjudicatrice.

Le candidat retenu au terme du classement des offres doit produire :

- Les justificatifs relatifs à l'absence d'interdiction de soumissionner prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique ;
- Les justificatifs que les donneurs d'ordre publics sont tenus d'exiger de leur cocontractant avant la conclusion du contrat en vertu des dispositions du code du travail.

En cas de non-présentation de tout ou partie des documents figurant ci-dessus, le soumissionnaire verra son offre rejetée au profit de l'offre du candidat arrivant en 2^{ème} position et ainsi de suite.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les documents demandés ci-dessus devront être produits par chacun des membres du groupement.

9.3 INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS

Une fois que les pièces visées à l'article 9.2 du présent règlement sont remises par l'attributaire, L'entité Adjudicatrice notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre aux candidats ayant soumis une offre.

Un délai d'au moins seize (16) jours est respecté entre la date d'envoi de cette notification et la date de conclusion du Marché. Ce délai est réduit à au moins onze (11) jours en cas de transmission électronique de la notification à l'ensemble des candidats intéressés.

9.4 MISE AU POINT DE L'OFFRE

En vertu de l'article R2152-13 du Code de la Commande Publique, il peut être demandé au candidat retenu de clarifier des aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci, à condition que ceci n'ait pas pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre finale, dont la variation est susceptible de fausser la concurrence ou d'entraîner des discriminations.

9.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En vertu de l'article R2185-1 du Code de la Commande Publique, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux opérateurs économiques ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

L'entité Adjudicatrice se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation en ne passant pas de marché avec quelque entreprise que ce soit pour des motifs d'intérêt général et sans que cela donne droit à indemnités.

9.6 PROCEDURES DE RECOURS

9.6.1 Médiation en cas de litiges ou de désaccord

Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable. Conformément à l'article L.2197-4 du Code de la Commande Publique, le recours à la médiation pour le règlement des litiges liés au présent marché, et notamment la saisine du médiateur des entreprises, ou du comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'au constat de clôture de la médiation établi par tout moyen ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

En tout état de cause, le **MAÎTRE D'OUVRAGE** se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces demandes.

Les réponses apportées, le cas échéant, par le **MAÎTRE D'OUVRAGE**, aux demandes écrites des candidats, sont adressées à leur auteur et, après avoir été rendues anonymes, à l'ensemble des candidats participant au dialogue, afin que tous soient destinataires des mêmes informations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

9.6.2 Voies et délais de recours

Instance chargée des recours : Tribunal Administratif de Lyon

Types de recours :

- Référé précontractuel introduit préalablement à la signature du contrat dans les conditions définies aux articles L. 551-1 et suivants et R. 551-1 et suivants du Code de justice administrative ;
- Référé contractuel introduit après la conclusion du contrat dans les conditions définies aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative ;
- Recours en indemnisation introduit dans les deux mois à compter du rejet d'une demande préalable et dans le délai de la prescription quadriennale ;

- Recours de pleine juridiction par les concurrents évincés visant à contester la validité du contrat après sa conclusion. Ce recours peut être engagé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Il peut être complété par une requête en référé tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution du contrat attaqué, jusqu'au prononcé de la décision du juge du contrat ;
- Recours de pleine juridiction par tout tiers susceptibles d'être lésés, dans leurs intérêts, par la passation ou les clauses du contrat, et visant à contester la validité de ce dernier ou de certaines de ses clauses non réglementaires et divisibles. Ce recours peut être engagé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Il peut être complété par une requête en référé tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution du contrat attaqué, jusqu'au prononcé de la décision du juge du contrat.

Toute indication précise sur les recours susceptibles d'être engagés sera donnée par les services du greffe du Tribunal Administratif de Lyon Lyon 69000
184 rue Duguesclin / 69433 Lyon Cedex 3 - 04 87 63 50 00 - greffe.ta-lyon@juradm.fr

10 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

10.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique doivent être adressées au **MAÎTRE D'OUVRAGE** exclusivement via la plate-forme précédemment mentionnée, au plus huit (8) jours avant la date limite de remise des candidatures et les réponses seront envoyées au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

Les candidats recevront la réponse via la plate-forme de dématérialisation.

10.2 MEDIATION EN CAS DE LITIGES OU DE DESACCORD

Avant toute saisine du tribunal administratif de Lyon, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable. Conformément à l'article L. 2197-4 du Code de la Commande Publique, le recours à la médiation pour le règlement des litiges liés au présent marché, et notamment la saisine du médiateur des entreprises, ou du comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'au constat de clôture de la médiation établi par tout moyen ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

En tout état de cause, **Le CHU Saint-Etienne** se réserve la possibilité de ne pas répondre à ces demandes.

Les réponses apportées, le cas échéant, par **Le CHU Saint-Etienne**, aux demandes écrites des candidats, sont adressées à leur auteur et, après avoir été rendues anonymes, à l'ensemble des candidats participant au dialogue, afin que tous soient destinataires des mêmes informations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

10.3 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Instance chargée des recours : Tribunal Administratif de Lyon

Types de recours :

- Référé précontractuel introduit préalablement à la signature du contrat dans les conditions définies aux articles L. 551-1 et suivants et R. 551-1 et suivants du Code de justice administrative ;
- Référé contractuel introduit après la conclusion du contrat dans les conditions définies aux articles L. 551-13 et suivants du Code de justice administrative ;
- Recours en indemnisation introduit dans les deux mois à compter du rejet d'une demande préalable et dans le délai de la prescription quadriennale ;
- Recours de pleine juridiction par les concurrents évincés visant à contester la validité du contrat après sa conclusion. Ce recours peut être engagé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Il peut être complété par une requête en référé tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution du contrat attaqué, jusqu'au prononcé de la décision du juge du contrat ;
- Recours de pleine juridiction par tout tiers susceptibles d'être lésés, dans leurs intérêts, par la passation ou les clauses du contrat, et visant à contester la validité de ce dernier ou de certaines de ses clauses non réglementaires et divisibles. Ce recours peut être engagé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation. Il peut être complété par une requête en référé tendant à ce qu'il soit sursis à l'exécution du contrat attaqué, jusqu'au prononcé de la décision du juge du contrat.

Toute indication précise sur les recours susceptibles d'être engagés sera donnée par les services du greffe du Tribunal Administratif de Lyon Lyon 69000

184 rue Duguesclin / 69433 Lyon Cedex 3 - 04 87 63 50 00 - greffe.ta-lyon@juradm.fr

10.4 CONFIDENTIALITE

Les candidats s'engagent à respecter la confidentialité des éléments d'information fournis par **Le CHU Saint-Etienne** dans le cadre de la présente procédure de passation.

Les candidats devront obligatoirement signaler les éléments de leurs offres qui revêtent un caractère confidentiel. Les informations communiquées par les candidats dans le cadre de leur offre, y compris les informations confidentielles, pourront être communiquées à l'Assistant à maîtrise d'ouvrage de **Le CHU Saint-Etienne**, ce que les candidats acceptent expressément.

Le CHU Saint-Etienne et son Assistant à maîtrise d'ouvrage respecteront la confidentialité des éléments signalés confidentiels.

10.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE

En vertu des articles R. 2185-1 et R. 2185-2 du Code de la commande publique, à tout moment, la procédure peut être déclarée sans suite. Dans ce cas, l'acheteur communique aux candidats ayant participé à la procédure, dans les plus brefs délais, les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas attribuer le marché public ou de recommencer la procédure.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation en ne passant pas de marché avec quelque entreprise que ce soit pour des motifs d'intérêt général et sans que cela donne droit à indemnités.